

ANNABA

Une trémie et des problèmes

La trémie réalisée au niveau du croisement du boulevard de l'ALN, El Hattab, Sidi Brahim et le Boulevard de l'Afrique à Annaba n'a pas vraiment réglé les problèmes d'embouteillages causant bien des désagréments aux automobilistes, surtout aux heures de pointe.

Ce passage souterrain construit par l'ENGOA pour la coquette somme de 14 milliards de centimes dissuade plus d'un, tout simplement parce que les grilles (en fonte) couvrant les caniveaux installés à l'intérieur de l'ouvrage se sont brisées et les véhicules de passage doivent souvent s'arrêter pour franchir cet obstacle qui parfois est à l'origine de dégâts.

Un autre élément est venu «gâter» cet ouvrage opérationnel depuis le mois de septembre de l'année pas-



sée, est le ruissellement des eaux de pluie qui se sont infiltrées et qui suintent les parois de l'édifice rendant humide tout le passage. Beaucoup de contraintes sont apparues lors de la réalisation de cette trémie qui est d'une longueur de 170 mètres pour un gabarit de 5m40, ce qui a engendré des retards et des travaux supplémentaires, un sol

vaseux et meuble et une nappe phréatique, un réseau d'assainissement, une AEP et des câbles électriques qu'il aurait fallu déplacer. L'étanchéité qui a été installée n'a pas vraiment fonctionné et selon M. Mered directeur de la DTP, ceci ne peut avoir d'influence sur les parois de l'ouvrage puisqu'un blindage par palplanches est fixé en plus d'un béton spé-

cial qui ne s'érode pas mais il vaut mieux avoir une étanchéité à 100 % pour éviter tout désagrément à l'avenir «dès que nous disposerons des fonds nécessaires nous le ferons ; quant aux caniveaux, nous avons procédé au remplacement des grilles en fonte par d'autres en acier et donc le problème est résolu» a-t-il déclaré.

M. Rahmani

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

L'APC au banc des accusés

Alors que la pestilence monte jusqu'aux narines après que le ministère de l'Intérieur eût demandé l'ouverture d'une enquête pour vérifier la gestion du budget communal, la loi du silence persiste à s'autoproclamer solution de vigilance, heureusement quelques litoles dissident plus qu'un nuage et résumant suffisamment le «topo».

Sur la base des rapports de l'inspection générale de la wilaya qui signaleraient des carences dans la gestion communale, une réunion intra-muros a été tenue entre la wilaya et l'APC pour rendre compte notamment de quatre exercices de gestion dont deux relève-

raient d'une situation héritée, ce qui met clairement l'accent sur une nouvelle orientation dans les rapports de confiance des pouvoirs publics.

Du côté de la mairie, on parle d'une crise de désagrégation du bloc FLN, l'épicentre de la secousse que d'aucuns auraient voulu éperonner pour faire trembler la terre d'une ville tranquille plus ou moins tranquille comme l'avancent certains en ajoutant qu'il s'agirait d'une tentative qui viserait à enfoncer davantage le «pouvoir de la ville» au moment où surgit l'enquête ministérielle pourtant avec un budget communal qui avoisine les 61 milliards à peine même s'il représente deux fois la part des 34 communes toutes réunies, la caisse de l'APC n'impres-

sionne guère si l'on sait qu'elle ne représente que presque le 1/10 de celle de la commune d'El-Eulma à titre d'exemple, surtout si l'on sait aussi qu'environ 29 milliards sont destinés uniquement aux traitements des 1400 fonctionnaires communaux, 3,5 milliards à l'éclairage public et 3 milliards aux associations sportives et culturelles. L'inspection générale de la wilaya aurait-elle mis sur un stéréotype de tremolos plutôt en ventiloque sur l'holocauste de la mairie épiphyte de la daïra ? En tout cas, du côté du P/APC même si ce dernier est loin d'être pointé du doigt comme le font circuler certains, les choses seront plus claires après le prochain congrès du FLN.

Saâdène Ammara

MILA

Le transport de voyageurs en nette amélioration

Grâce à l'implication du secteur privé, le transport de voyageurs à Mila connaît, malgré une certaine désorganisation constatée, beaucoup d'amélioration dans la prise en charge et un renforcement conséquent des lignes à pourvoir.

Dans un rapport détaillé présenté lors de la 4e session ordinaire de l'APW, qui s'est tenue les 16 et 17 janvier en cours, le responsable de wilaya de ce secteur s'est longuement étalé sur tout ce qui touche à cette activité qui a connu un engouement considérable des investisseurs privés ces dernières années.

Ainsi, 322 lignes ont été prévues dans le plan de transport 2004, utilisant 814 moyens répartis comme

suit : 144 pour les lignes interwilayas. 474 exploitant les lignes intercommunales. 135 les lignes urbaines et 81 les lignes rurales. Ajoutons à cela les 854 taxis-service qui exploitent les licences attribuées aux ayants droit, dont le nombre au niveau de la wilaya avoisine les 1603 dont seulement 1072 sont exploitées.

Pour ce qui est de l'âge du parc utilisé dans le transport de voyageurs, il est relativement récent, puisque 612

véhicules sur les 814 exploités ont moins de 10 ans (entre 3 et 10 ans 375) et moins de 3 ans 237.

Ainsi donc à la fin de l'année 2004, la capacité totale en sièges de voyageurs offerte par les transporteurs en commun, au niveau de la wilaya était estimée à 19.338, 854 taxis-service et 218 véhicules à 8 places. Sur un autre volet, le rapport donne des statistiques sur l'examen du permis de conduire pour l'année 2004 où 10.550 candidats se sont présentés et seulement 6517 heureux candidats ont pu décrocher le fameux document rouge dont 243 femmes et 5729 dont l'âge

est inférieur à 30 ans. Le responsable du secteur souligne quelques difficultés rencontrées pour une meilleure prise en charge, entre autres l'inexistence des gares routières même au niveau des centres urbains les plus importants.

La non-consistance et le manque d'aménagement des deux gares routières existantes actuellement (Mila et Ferdjoua). Les espaces réservés aux arrêts et au stationnement sont non conformes et non réglementés par arrêté municipal. Le mauvais état des routes a fait que certaines lignes n'ont pas trouvé preneurs.

A. M'haimoud

NOUVELLES
D'OUM-EL-BOUAGHI

Le dossier de la jeunesse et des sports au menu de l'APW

La 4^e session de l'APW d'Oum-El-Bouaghi a récemment eu lieu et a été consacrée au budget prévisionnel de 2005 et au dossier de la jeunesse et des sports.

Un budget prévisionnel d'un montant de plus de 6 milliards de centimes a été adopté. Reste le dossier de la jeunesse qui a, toujours, suscité beaucoup d'intérêts. Selon le rapport de la Direction de la jeunesse et des sports, la wilaya d'Oum-El-Bouaghi dispose de bon nombre d'infrastructures sportives à savoir 29 stades dont 10 sont non conformes, 3 salles omnisports et 4 complexes sportifs ainsi que 12 centres culturels, 8 maisons de jeunes entre autres.

Toutes ces infrastructures s'avèrent insuffisantes et ne couvrent pas toute la wilaya du fait qu'il n'y a pas eu d'inscription de nouveaux projets depuis bon nombre d'années. Outre le fait que l'entretien des infrastructures existantes est sujet à beaucoup de critiques et n'a été effectué qu'une seule fois, ajoutée à cela le fait inacceptable que des paramètres relatifs à la réalisation proprement dite, n'ont pas été respectés et on se demande au passage où est le contrôle technique. Les centres culturels nécessitent une sérieuse prise en charge en matière de contrôle et la surveillance pour permettre à la jeunesse de profiter des infrastructures construites pour elles. Une commission d'enquête a été proposée par un élu pour savoir où est passé le matériel de la base de vie de Sidi-R'ghis et de l'autre, et même si cette affaire date de plusieurs années, il n'en demeure pas moins que la lumière doit être faite. Dans la foulée, une autre enquête a été demandée pour savoir les causes exactes du retard de réalisation des complexes sportifs et de la piscine semi-olympique d'Oum-El Bouaghi ainsi que du complexe sportif d'Ain M'illa dont le gazon à titre d'exemple a souffert d'un arrosage aléatoire alors que le forage d'un puits était indispensable, dès le début.

Le problème de la gestion des stades qui coûtent cher, devraient faire l'objet d'une attention particulière en les mettant par exemple sous la coupe d'une association ou en les construisant à l'intérieur des établissements avec ouverture sur le monde extérieur. Permettre au sport féminin d'être pratiqué à une large échelle, au sport universitaire de sortir de sa léthargie, à la boxe de renaître à Ain-Beida et au cyclisme à Ain-M'illa, sont autant de sujets abordés tout comme le cas malheureux de l'hippodrome d'Ain-M'illa qui a été abandonné pour des raisons sujettes à beaucoup d'interrogations, ce qui a suscité la réaction de la presse et qui a été rapporté devant l'Assemblée par un élu.

Question d'encadrement technique ou pédagogique, un manque flagrant est à relever dans ce contexte outre le fait que des infrastructures construites ne disposent pas suffisamment de personnel entre administrateurs, agents et gardiens et autres, ce qui fait que beaucoup de problèmes peuvent surgir entre dysfonctionnement et éventuels dégâts. Il est clair dans cette logique que le secteur de la jeunesse et des sports a besoin de moyens humains et financiers adéquats pour prétendre à des jours meilleurs.

Somme toute, notre jeunesse a besoin d'une prise en charge réelle en optant pour une exploitation judicieuse des infrastructures et en ouvrant un champ large à la pratique sportive et culturelle et cela nécessite l'intervention de tous les intervenants du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya et des élus pour parvenir à améliorer les conditions de vie des citoyens en général.

L'école privée pointe à l'horizon

L'inspecteur d'académie d'Oum-El-Bouaghi, M. Boukherouba, a invité la presse et d'autres intervenants dont les représentants des syndicats ainsi que des cadres locaux afin d'expliquer les modalités de création d'une école privée qui obéit à un cahier des charges où sont spécifiés tous les cas de figure, allant de l'approche structurelle, pédagogique, culturelle jusqu'à la portée sociale.

Questionné au sujet de l'éventuelle exploitation de l'école privée à des fins politiques ou religieuses, l'inspecteur d'académie a mis en évidence le fait que l'Etat réagira automatiquement dès qu'il y aura des problèmes de ce genre et toute école qui sera détournée de la vocation pour laquelle elle a été créée, tombera sous le couperet de la loi.

Selon les paramètres qui jaillissent à travers les questions-réponses, nous avons compris que toute école privée qui sera créée, fonctionnera comme une école publique avec le même programme, les mêmes examens et la même dimension éducative et culturelle.

Selon M. Boukherouba, l'école privée est un support de taille pour l'école publique et permettra d'une part de limiter la déperdition scolaire, et d'autre part de contribuer à l'essor du secteur éducatif en favorisant l'esprit de compétitivité.

Nasreddine Bakha